L'efficacité et les limites des interventions internationales dans les zones de conflits

Nangoh Sarrah Traoré, University of Ottawa

L'intervention internationale dans les zones de conflits a longtemps été perçue comme un mécanisme crucial pour stabiliser les régions ravagées par la guerre, apporter une aide humanitaire, et parfois même pour rétablir la paix durablement. Selon un rapport de l'ONU, environ 70 % des missions de maintien de la paix entre 1990 et 2020 ont contribué à réduire la violence dans les zones concernées, bien que les impacts varient considérablement d'une mission à l'autre (United Nations, 2022). Par ailleurs, des organisations comme Human Rights Watch signalent que, dans certains cas, ces interventions ont aidé à sauver des milliers de vies, comme lors de l'aide humanitaire au Soudan du Sud en 2014, où près de 4 millions de personnes ont reçu une assistance vitale (Human Right Watch, 2014). Cependant, il est important de noter les limites à ces initiatives. Bien que l'aide humanitaire ait été essentielle au Soudan du Sud, elle a également mis en évidence plusieurs défis. Par exemple, l'insécurité généralisée a entravé l'accès des organisations humanitaires à certaines zones critiques, tandis que le détournement de fonds et la dépendance accrue de la population vis-à-vis de l'aide extérieure ont limité l'impact durable de ces efforts. Les résultats de ces interventions sont variés et souvent controversés. Bien que certaines opérations aient contribué à pacifier des zones en conflit, d'autres ont exacerbé des tensions existantes ou créé des problèmes à long



terme. Cette analyse se concentrera sur l'efficacité et les limites des interventions internationales en mettant en lumière leurs aspects positifs et négatifs, tout en les soulignant avec des exemples concrets.

Efficacité

principaux avantages L'un des interventions internationales est leur capacité à stabiliser temporairement des zones en proie à des conflits. Par exemple, la mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) lors de la crise post-électorale de 2010-2011 constitue un cas marquant. En mobilisant des forces militaires pour sécuriser des zones stratégiques et protéger les civils, cette intervention a permis d'instaurer un cessez-le-feu et d'amorcer un retour progressif à la stabilité. Toutefois, pour mieux comprendre l'impact de ces interventions, il est crucial de replacer cet exemple dans son contexte. La Côte d'Ivoire sortait de plusieurs années de tensions politiques exacerbées par des divisions ethniques et des désaccords électoraux. L'ONUCI a été déterminante pour éviter une escalade qui aurait pu plonger la région dans un conflit prolongé. Cependant, cette stabilisation temporaire n'a pas totalement réglé les causes profondes des tensions, qui subsistent encore aujourd'hui.

Un autre exemple significatif est l'intervention humanitaire en Syrie, où le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Médecins Sans Frontières (MSF) ont joué un rôle vital. La Syrie est un pays où des années de conflits, débutant en 2011, ont dévasté



l'économie et les infrastructures, laissant des millions de personnes dans une précarité extrême. Des milliers de familles syriennes se trouvent dans l'obligation de réduire la quantité de leurs repas chaque jour pour pouvoir faire durer leurs provisions (Vignal, 2018). L'accès aux biens de base est devenu si difficile que certaines personnes sont contraintes de vivre sans éclairage la nuit, car elles ne peuvent pas se permettre de se procurer même une lampe à huile ou d'autres sources de lumière (Vignal, 2018). En dépit de la complexité du conflit, qui implique de nombreux acteurs locaux et internationaux, des organisations humanitaires comme le PAM et MSF ont réussi à acheminer des vivres, de l'eau potable, des vêtements chauds et des soins médicaux à des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées dans les pays voisins. Ces interventions ont non seulement permis de sauver des vies, mais elles ont aussi joué un rôle clé pour prévenir une détérioration encore plus importante de la situation humanitaire.

Par ailleurs, les interventions internationales jouent souvent rôle clé dans la réconciliation et la reconstruction d'institutions. L'exemple de la Bosnie-Herzégovine emblématique. Après des années de guerre civile dévastatrice, les accords de Dayton en 1995, négociés sous l'égide des États-Unis, ont mis fin au conflit en Bosnie en établissant un cadre de paix (Lehrs, 2021). Ces accords ont redéfini la structure politique du pays, le divisant en deux entités principales : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie, tout en maintenant une présidence tournante tripartite représentant les trois principaux groupes ethniques. Bien que ces accords aient



permis d'arrêter les hostilités, leur mise en œuvre s'est avérée complexe en raison des divisions ethniques profondément ancrées et de la méfiance entre les communautés. La présence prolongée des forces internationales a permis de maintenir la paix, mais la dépendance créée a ralenti le développement de solutions locales durables.

Limites

Cependant, un détriment des interventions internationales, et celui qui se manifeste à mon avis le plus fréquemment, est le risque de néocolonialisme ou d'imposition de solutions étrangères. Les interventions internationales sont parfois utilisées par des puissances étrangères pour imposer leur propre vision du développement ou de la gouvernance aux pays en conflit.

Ce fut le cas en Afghanistan, l'intervention internationale, menée principalement par les États-Unis et leurs alliés après les attaques du 11 septembre 2001, avait pour objectif initial de déloger le régime taliban et d'éliminer les bases d'Al-Qaïda. Cependant, cette intervention s'est rapidement transformée en une tentative de construction d'un État moderne basé sur des institutions démocratiques et des valeurs occidentales. Malgré des milliards de dollars d'investissements et un soutien militaire massif pendant deux décennies, les résultats ont été mitigés. L'échec principal réside dans la faiblesse structurelle des institutions afghanes. La dépendance excessive vis-à-vis de l'aide étrangère a non seulement limité l'autonomie du



gouvernement afghan, mais elle a également renforcé une culture de corruption, où les élites locales ont souvent détourné les fonds destinés au développement. De plus, les stratégies par les intervenants internationaux n'ont suffisamment pris en compte les réalités sociales et culturelles du pays, notamment la complexité des dynamiques tribales et le rôle crucial de la religion dans la société afghane. La reprise rapide du pouvoir par les Talibans en 2021, suite au retrait des forces internationales, a révélé la fragilité de l'État afghan et l'incapacité des institutions à fonctionner sans un soutien extérieur constant. Cette situation a exacerbé la méfiance des populations locales envers un gouvernement perçu comme par l'Occident, et soulève des questions étant imposé fondamentales sur l'efficacité et la durabilité des interventions visant à reconstruire des États après des conflits.

Additionnellement, l'intervention militaire de l'OTAN en Libye en 2011 est un autre exemple marquant des complexités et des conséquences imprévues des interventions internationales. Initialement justifiée par la doctrine de la « responsabilité de protéger » (R2P), cette intervention visait à prévenir un massacre imminent à Benghazi, où le régime de Mouammar Kadhafi menaçait de réprimer violemment les opposants. Bien qu'elle ait conduit à la chute rapide de Kadhafi, l'intervention a laissé un vide de pouvoir considérable, précipitant le pays dans une guerre civile prolongée (Vircoulon, 2012). Le manque de planification pour la période post-conflit a été l'un des principaux échecs de cette intervention. Sans un cadre clair pour la reconstruction étatique, la Libye est devenue un terrain fertile pour les milices



armées, les rivalités tribales et l'ingérence de puissances étrangères, comme la Turquie, la Russie et les Émirats arabes unis, qui soutiennent des factions opposées. L'absence d'un gouvernement central fort а également entraîné fragmentation politique et une lutte acharnée pour le contrôle des ressources pétrolières du pays. Cette intervention illustre un problème récurrent des opérations internationales : l'accent mis sur les objectifs militaires à court terme, au détriment d'une stratégie politique et économique à long terme. Aujourd'hui, la Libye demeure en proie à des divisions internes profondes, et la paix durable semble difficile à atteindre sans un engagement coordonné de la communauté internationale pour soutenir un processus de réconciliation inclusif et la reconstruction des institutions étatiques (Vircoulon, 2012).

Une autre limite de l'aide internationale est la possibilité de banaliser ou de minimiser la gravité d'une crise aux yeux du et des acteurs externes. Lorsque des ressources importantes sont mobilisées pour répondre à une situation spécifique, l'attention soutenue sur cette crise peut paradoxalement entraîner une forme de désensibilisation ou de scepticisme parmi les observateurs internationaux. Cela peut nuire aux efforts de sensibilisation, car certains pourraient percevoir la situation comme « sous contrôle » en raison de l'ampleur de l'aide déjà déployée, même si les besoins restent critiques sur le terrain. Un exemple marquant est la crise des Rohingyas au Myanmar et dans les camps de réfugiés au Bangladesh. En 2017, face à la violence et aux persécutions systématiques, des centaines de milliers de Rohingyas ont fui



vers le Bangladesh, créant l'une des crises humanitaires les plus graves de la décennie (du Rocher, 2018). Bien que la communauté internationale ait mobilisé des millions de dollars pour répondre aux besoins immédiats – abris, nourriture, soins de santé – l'attention médiatique et politique sur la crise a rapidement diminué après les premières vagues de réponse humanitaire. Cette baisse d'intérêt a ralenti les efforts pour maintenir la sensibilisation aux violations des droits humains persistantes contre cette communauté, rendant plus difficile le plaidoyer pour des solutions politiques durables.

Conclusion

En somme, les interventions internationales dans les zones de conflit ont sans doute permis d'améliorer les conditions de vie à court terme dans certains pays. Toutefois, ces interventions peuvent également entraîner des effets indésirables, notamment des dépendances économiques, des ingérences extérieures prolongées, et l'aggravation des conflits locaux. Les intervenants doivent donc être conscients des dynamiques complexes des régions dans lesquelles ils opèrent et adopter des approches plus inclusives et adaptées aux contextes locaux. En guise il d'ouverture, est essentiel de s'interroger sur problématique centrale : comment les internationales peuvent-elles s'éloigner des approches centrées solutions imposées pour devenir de véritables catalyseurs de développement durable et de souveraineté nationale? Cela implique non seulement d'intégrer davantage



les populations locales dans les processus décisionnels, mais aussi de renforcer leur résilience en investissant dans des solutions ancrées dans les réalités culturelles, sociales et économiques des régions concernées. En fondamentalement les approches actuelles, les interventions internationales pourraient non seulement répondre urgences immédiates, mais également poser les bases d'une paix et d'un développement à long terme.



Bibliographie

- du Rocher, S. B. (2018). Rohingya: une sortie de crise est-elle possible? Politique étrangère, 83(4), 119-132.
- Lehrs, L. (2021). Give Peace a Plan: Peace Plans as Diplomatic Tools and Textual Agents in Conflict Areas. International Studies Quarterly, 65(1), 238–249. https://doi.org/10.1093/isq/sqaa077
- South Sudan: War crimes by both sides. Human Rights Watch. (2014, February 26). https://www.hrw.org/news/2014/02/26/south-sudan-war-crimes-both-sides?utm_source=chatgpt.com
- United Nations. (2022, December 10). Does un peacekeeping work? here's the Data. United Nations. https://www.un.org/en/video/does-un-peacekeeping-work-here%E2%80%99s-data?utm_source=chatgpt.com
- Vignal, L. (2018, August 16). Produire, Consommer, Vivre: Les Pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018). SHS Cairn.info. https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2018-3-page-45?lang=fr
- Vircoulon, T. (2012, November 15). Ambiguïtés de l'intervention Internationale en république démocratique du Congo. SHS Cairn.info. https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine -2005-2-page-79?lang=fr&tab=texte-integral

